



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination et du
Soutien Interministériels
Bureau de l'environnement**

**Arrêté préfectoral du 19 JAN. 2026
portant mesures d'urgence société ÉNERGIE ÉOLIENNE DES HAUTEURS DE GÂTINE à
NEUVY – BOUIN (79 130)**

Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement du livre V et le titre VII du livre I du Code de l'Environnement, notamment les articles L.512-20, R.181-45, L.512-3, L.514-4, L.514-7, R.512-69 ;

Vu le tableau annexé à l'article R 511-9 du code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 nommant Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le permis de construire n° PC 7919007P0003 du 04 décembre 2008 et le permis de construire modificatif du 13 janvier 2010 délivrés par Monsieur le Préfet des Deux-Sèvres au titre du Code de l'urbanisme ;

Vu le récépissé préfectoral n° 5876 du 18 septembre 2012 qui acte les droits relatifs à l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement (parc éolien), acquis par antériorité par la société ÉNERGIE ÉOLIENNE DES HAUTEURS DE GÂTINE ;

Vu la déclaration d'accident réalisée le 09 janvier 2026 par la société ÉNERGIE ÉOLIENNE DES HAUTEURS DE GÂTINE en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, consistant en la casse de la pale C de l'éolienne E3 avec projection de fragments dans l'environnement de l'éolienne ;

Vu le rapport de la DREAL, inspection des installations classées, du 17 avril 2019 qui porte sur l'inspection réalisée le 11 avril 2019 ;

VU le courriel transmis le 12 janvier 2026 par la DREAL au représentant de l'exploitant du parc éolien demandant certaines précisions à la déclaration d'accident du 09 janvier 2026 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel le 16 janvier 2026 pour lui permettre de formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu la réponse de l'exploitant reçue par courriel le 19 janvier 2026, mentionnant ne pas avoir d'observation à formuler ;

CONSIDÉRANT que la société ÉNERGIE ÉOLIENNE DES HAUTEURS DE GÂTINE exploite, à Neuvy-Bouin, depuis 2011, une installation classée : installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique comportant cinq aérogénérateurs VESTAS V90 MK7 hauts de 150 m et développant chacun une puissance maximale de 2 MW ;

CONSIDÉRANT que la déclaration d'accident du 09 janvier 2026 indique : « Mesures prises : Mise en sécurité de l'établissement et Envoi d'une équipe de maintenance pour constat » ;

CONSIDÉRANT néanmoins que, lors de leur inspection réalisée le 16 janvier 2026 entre 11h30 et 13h00, en présence du représentant de la société ÉNERGIE ÉOLIENNE DES HAUTEURS DE GÂTINE (agent de la société ENERTRAG), les inspecteurs de la DREAL ont constaté que les éoliennes E1, E2, E4 et E5 sont en service (productives, avec rotors en rotation face au vent du Sud) ;

CONSIDÉRANT que la présence de fragments de pales supplémentaires a été constatée, le 16 janvier 2026 par la DREAL, en présence du représentant de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la cause de l'accident n'est pas identifiée et que l'hypothèse d'un mode de défaillance commun aux quatre autres éoliennes du parc éolien n'a pas été écartée, à ce stade ;

CONSIDÉRANT que le risque d'occurrence d'un accident similaire, avec projections de fragments de pale, doit être maîtrisé en arrêtant aussi les éoliennes E1, E2, E4 et E5, jusqu'à ce que la cause générique soit traitée sur les autres éoliennes du parc éolien ou que la cause externe et non générique de l'accident survenue sur l'éolienne E3 soit établie ;

CONSIDÉRANT que le délai de réunion de la CDNPS pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

ARRÊTE

Article 1 – OBJET DE L'ARRÊTÉ

La société ÉNERGIE DES HAUTEURS DE GÂTINE, dont le siège est situé : 15 rue de Bruxelles – 75 009 PARIS, doit se conformer, dans les délais qu'il fixe, aux dispositions du présent arrêté, qui vise son parc éolien de NEUVY – BOUIN.

Article 2-MESURE D'URGENCE

Les cinq éoliennes sont mises à l'arrêt.

Article 3 – CONDITIONS DE REDÉMARRAGE

La mesure d'urgence imposée ci-dessus est levée :

- soit lorsqu'un expert, auquel l'exploitant du parc éolien aura confié l'analyse de l'accident, aura établi que la cause de la casse de la pale de l'éolienne E n'est pas générique aux autres éoliennes du parc éolien ;
- soit qu'elle est commune aux autres éoliennes du parc et qu'elle a été correctement traitée sur ces machines.

L'exploitant communique à l'inspection des installations classées (DREAL) les pièces justificatives correspondantes, avant le redémarrage.

Article 4 -Rapport d'ACCIDENT

Les dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement s'appliquent.

La première version du rapport d'accident doit être transmise au préfet et à l'Inspection des installations classées (DREAL) sous 3 semaines. Ce rapport précise les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter tout nouvel accident. Ce rapport comportera en particulier le programme des contrôles des pales.

Article 5-MESURES CONSERVATOIRES

L'exploitant doit collecter, au plus tard sous 7 jours, les fragments de pale déposés au sol. Ce faisant, il cartographie ces retombées. L'exploitant transmet à la DREAL cette cartographie, dans le rapport d'accident précité.

Article 6-DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication .

Le Juge administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 7 – Publication

En vue de l'information des tiers et conformément à l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

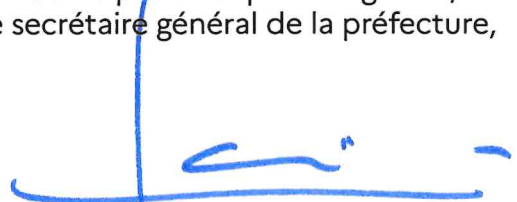
- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de NEUVY – BOUIN et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de NEUVY – BOUIN pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture des Deux-Sèvres pendant une durée minimale d'un mois.

Article 8-Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de Bressuire, le maire de NEUVY – BOUIN, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant du parc éolien.

Niort, le 19 JAN. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER